



La consommation repart grâce à l'emploi

En 2007 la consommation des ménages renoue avec le rythme antérieur à la crise sanitaire. Elle gagne un point et demi par rapport à 2006. Les dépenses de consommation globales des ménages ont augmenté à un rythme estimé à 6,3 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. En monnaie constante, c'est-à-dire en éliminant l'effet de la hausse des prix (+ 1,4 % en moyenne en 2007), la consommation des ménages augmente de 4,8 %. En 2007, la consommation des ménages repart donc à la hausse et progresse même plus vite que la moyenne observée au cours des dix dernières années (+ 4,2 % par an en moyenne sur la période 1993-2006).

Autre élément positif, le regain de consommation ne s'est pas accompagné d'une dégradation massive du solde des échanges extérieurs. La valeur des biens de

consommation importés a progressé de 2 % seulement. De plus, la facture énergétique des ménages s'est stabilisée car les prix des carburants ont baissé en 2007, après les niveaux record atteints en 2006. Les imports d'automobiles de tourisme reculent pour la deuxième année consécutive (- 4,3 % après - 13,3 % en 2006). La consommation de services s'est montrée robuste : transports, services aux particuliers, services financiers et immobiliers.

La hausse toujours rapide du revenu disponible global des ménages contribue à ce regain de consommation. En 2007, la hausse du revenu disponible brut global des ménages est estimée à 6,3 % en valeur, soit + 4,9 % hors inflation. Par rapport à l'année 2006, le rythme en volume gagne 1,3 points principalement grâce au ralentissement des prix à la consommation.

Faible hausse de l'indice des prix en 2007

En 2007, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,4 % en moyenne annuelle par rapport à l'année précédente. Ce rythme d'évolution est nettement inférieur à celui des années antérieures.

Les principaux produits responsables de cette moindre évolution sont les produits pétroliers dont les prix chutent de 1,8 % en 2007 après avoir augmenté de 10,2 % en 2006.

Les loyers et services sont toujours dynamiques, mais en hausse moins vive que l'an passé (+ 3,2 % après 4,1 %). De même, les prix

des transports et communications augmentent de 2,6% (après 3,8 %). La hausse est plus modérée pour les vêtements et chaussures avec + 0,6 % en 2007 après + 2,2 % l'an passé. Par ailleurs, les produits de santé, poursuivent leur mouvement à la baisse (- 1,2 % en moyenne).

Alors que l'indice global ralentit, la hausse des prix s'accélère pour les produits frais et le tabac. Ces hausses restent très importantes, respectivement + 6,7 % (après 3,7 %) et + 4,6 % (après 3,2 %).

Le revenu disponible moyen par habitant progresse de 5,1 % en valeur, soit 3,6 % en monnaie constante.

Le revenu disponible maintenant calculé par unité de consommation

Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie. Pour tenir compte de ces économies d'échelle, on calcule un nombre d'unité de consommation. Or la composition des ménages a évolué ces dernières années. Ils sont plus petits, plus souvent que par le passé composés de personnes seules, et le nombre de ménages augmente rapidement du fait de la décohabitation et du vieillissement. De ce fait, les économies d'échelle sont moindres. Le nombre d'unités de consommation augmente plus vite que la population. La moyenne par unité de consommation progresse donc moins vite que la moyenne par habitant.

Le revenu disponible moyen par unité de consommation progresse de 4,8 % en valeur, soit 3,3 % en monnaie constante.

Depuis trois ans, le supplément de revenu des ménages est principalement alimenté par les salaires. La hausse de la masse salariale est beaucoup plus rapide que celle des prestations sociales. La masse salariale distribuée par le secteur marchand s'accroît de près de 9 %, principalement grâce à l'amélioration de l'emploi. Ce rythme est toujours très soutenu, quoique légèrement en deçà de celui observé en 2006. Si la hausse des

effectifs salariés est comparable à 2006, celle des salaires moyens est moins vive. Les bas salaires du secteur privé ont notamment bénéficié d'une revalorisation du SMIC moins forte que l'an passé (+ 2,1 % en juillet 2007 après + 3,05 % en juillet).

La progression rapide de la masse salariale globale distribuée dans l'économie réunionnaise masque des disparités sectorielles. Le BTP affiche toujours la masse salariale la plus dynamique quoiqu'en décelération légère par rapport à la hausse record de 2006. Sa hausse est estimée à 20 %, comme



Évolution du revenu disponible de 2006 à 2007 en %

Revenu disponible des ménages	évolution	
	en valeur	en volume
Total	6,3	4,9
par habitant	5,1	3,6
par unité de consommation	4,8	3,3

Source : CEROM - Comptes rapides

Le revenu disponible brut des ménages additionne leurs revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), les prestations sociales qui leurs sont versées, le solde de leurs revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que le solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.



en 2005, grâce à la fois aux recrutements nombreux, et aux hausses de salaires. Les revenus distribués par les services aux entreprises sont aussi très dynamiques (+ 14 %) ainsi que les biens d'équipement et les transports (+ 9 %). La masse salariale distribuée par l'hôtellerie-restauration repart à la hausse (+ 9 %) et retrouve son niveau d'avant crise. A contrario, la masse salariale distribuée par les services financiers cesse de progresser et celle du commerce automobile décélère.

Des prestations sociales tirées par les retraites

Autre composante importante du revenu des ménages : les prestations sociales. Le total des prestations sociales versées en espèces accélère : il progresse de + 3,9 % après 3,3 % en 2006.

Le montant des prestations en espèces versées par la Caisse d'allocations familiales aux ménages progresse de 3,3 %, en ralentissement par rapport à celui de l'année précédente (+ 5,0 %). Les prestations versées par l'Assedic reculent à nouveau : - 5,3 % après - 8 % en 2006. Elles chutent à 311 millions d'euros, conséquence de l'amélioration de l'emploi et de la nouvelle convention d'assurance chômage entrée en vigueur en 2006. Le total des prestations sociales en espèces versées par la CAF et l'Assedic atteint 1 390 millions d'euros, en hausse de 1,3 %. Il décélère pour la troisième année consécutive. A contrario, la valeur des pensions de retraites versées (932 millions d'euros) accélère : elle progresse de 7,9 % après + 6,3 % en 2006. ▲

Nadine JOURDAN

chef de la division "comptes économiques
et analyses macro-économiques"
INSEE Réunion